

AR Prefecture

006-210601233-20240910-DECSSSUITEDENR-AI  
Reçu le 10/09/2024

Saint-Laurent-du-Var  
PORTE DE FRANCE



Saint-Laurent-du-Var,  
Le 10 SEPT 2024

DEPARTEMENT  
DES ALPES-MARITIMES  
--  
ARRONDISSEMENT DE GRASSE  
--  
CANTON DE  
CAGNES-SUR-MER-2

DECISION DU MAIRE

**OBJET :** DECISION DE DECLARATION SANS  
SUITE DES LOTS 2 ET 5 DE LA PROCEDURE DE  
MARCHE PUBLIC RELATIF A LA FOURNITURE ET  
LA LIVRAISON DE DENREES ALIMENTAIRES  
DESTINEES A LA RESTAURATION SCOLAIRE,  
AUX CENTRES DE LOISIRS ET AUX  
ETABLISSEMENTS DE LA PETITE ENFANCE DE  
LA VILLE DE SAINT-LAURENT-DU-VAR ET AU  
CCAS DE SAINT-LAURENT-DU-VAR (17 LOTS)

Réf: Commande Publique/20240906 1.1

**LE MAIRE DE SAINT-LAURENT- DU-VAR,  
Président délégué de la Métropole Nice Côte d'Azur  
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 4° ;

**VU** le Code de la Commande Publique ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 5 octobre 2023 portant délégations du conseil municipal à Monsieur le Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** l'arrêté municipal du 26 mai 2020 envoyé au contrôle de légalité le 27 mai 2020, donnant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre BERNARD notamment dans le domaine de la commande publique,

**VU** l'arrêté municipal du 24 août 2022 envoyé au contrôle de légalité le 25 août 2022, donnant délégation de fonction à Monsieur Thomas BERETTONI notamment dans le domaine de la commande publique en cas d'absence de Monsieur Jean-Pierre BERNARD ;

**VU** l'avis de publicité relatif au marché cité en objet envoyé sur le journal JOUE-BOAMP, sur le site internet de la Ville et sur le site marches-securises.fr, le 30 août 2024 ;

**VU** la date limite de remise des offres fixée au 03 octobre 2024 ;

**CONSIDERANT** la date du terme des marchés actuellement en cours d'exécution pour le lot 2 – Charcuterie - Traiteur et le lot 5 – Viandes fraîches d'agneau BIO ou labellisées, respectivement fixées au 11 et 20 mai 2025 ;

**CONSIDERANT** que le marché en cours de publicité mentionne que les marchés prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'un Acheteur ne peut pas demander à des soumissionnaires de faire des propositions de prix en octobre 2024 (date limite de remise des offres au 3 octobre) alors que la date de commencement d'exécution sera effective en mai 2025 ;

*Tout recours contre la présente décision doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18 avenue des Fleurs (06000 NICE) ou via l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les deux mois à compter de l'affichage et/ou notification du présent arrêté. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans les mêmes conditions de délai, ce type de recours proroge le délai de recours contentieux.*

006-210601233-20240910-DECSSSUITEDENR-AI

**OBJET : DECISION DE DECLARATION SANS SUITE DES LOTS 2 ET 5 DE LA PROCEDURE DE MARCHE PUBLIC RELATIVE A LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE DENREES ALIMENTAIRES DESTINEES A LA RESTAURATION SCOLAIRE, AUX CENTRES DE LOISIRS ET AUX ETABLISSEMENTS DE LA PETITE ENFANCE DE LA VILLE DE SAINT-LAURENT-DU-VAR ET AU CCAS DE SAINT-LAURENT-DU-VAR (17 LOTS)**

**CONSIDERANT** le caractère grandement fluctuant des conditions économiques relatives aux denrées alimentaires ;

**CONSIDERANT** la nécessité de permettre aux candidats de pouvoir établir leurs offres sur la base de conditions économiques en "temps réel" ;

**CONSIDERANT** qu'il convient dès lors de déclarer sans suite la procédure de la consultation citée en objet pour le lot 2 – Charcuterie - Traiteur et le lot 5 – Viandes fraîches d'agneau BIO ou labellisées ;

### DECIDE :

**Article Premier :** L'Acheteur décide de ne pas donner suite à la consultation pour les lots 2 et 5 uniquement. La procédure pour ces deux lots est donc abandonnée conformément à l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique et sera relancée prochainement.

**Article deux :** La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article trois :**

Ampliation de la présente décision est transmise :  
- à M. le Préfet des Alpes-Maritimes

**FAIT A SAINT-LAURENT-DU-VAR : Les jour, mois et an que dessus.**

Pour Le Maire de Saint-Laurent-du-Var  
Président délégué de la Métropole Nice Côte d'Azur  
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes

Le Premier Adjoint au Maire,  
Conseiller Régional de la Région Sud PACA  
Thomas BERETTONI

